



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

ST COPIE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Bureau des installations classées

Affaire suivie par Francine Fauvel
☎ 03.87.34.85.30

ARRETE

N° 2008-DEDD/IC- 224

en date du 24 octobre 2008

mettant en demeure la SELARL Etude Gangloff et Nardi mandataire judiciaire de la SARL Cristallerie d'Hartzviller à Hartzviller de réaliser les travaux nécessaires à la mise en sécurité du site de l'ancienne cristallerie.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu les dispositions des titres 1^{er} et des livres V des parties législatives et réglementaires du code de l'environnement notamment son article L.514.1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 78-AG/3-771 en date du 26 mai 1978 autorisant la société Cristallerie d'Hartzviller à continuer à exploiter son établissement d'Hartzviller ainsi que les récépissés de déclaration n° 12764D du 22 septembre 1987 visant la rubrique n° 328^{bis} et le récépissé de déclaration n° 9000121 du 29 mai 1980 visant la rubrique n° 211-B-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-AG/2-493 du 18 novembre 2004 prescrivant à la société Cristallerie d'Hartzviller des travaux de remise en état de sa décharge principale située sur le territoire de la commune d'Hartzviller ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-DEDD/IC-322 en date du 12 septembre 2006 mettant en demeure la société Cristallerie d'Hartzviller, représentée par maître Gangloff et Nardi, de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-AG/2-493 du 18 novembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-114 en date du 18 avril 2007 prescrivant à Maître Gangloff, mandataire judiciaire en charge de la liquidation judiciaire de la SARL La Cristallerie d'Hartzviller à Hartzviller des travaux et des études visant à mettre en sécurité le site de l'ancienne cristallerie ;

Vu la visite du 23 juillet 2008 de l'inspection des installations classées constatant le non-respect des articles 1, 2, 3 et 4 de l'arrêté du 18 avril 2007 précité ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 octobre 2008 ;

Considérant que l'étude Gangloff et Nardi a été nommée liquidateur judiciaire de la société SARL La Cristallerie d'Hartzviller par arrêt de la cour d'appel de Metz le 21 septembre 2004 ;

Considérant que les dispositions des articles 1^{er}, 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-114 en date du 18 avril 2007 n'ont pas été respectées aux échéances fixées ;

Considérant le mémoire en l'état du site réalisé le 3 mai 2006 par la société SEMACO ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par le non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Considérant la nécessité d'enlever et de traiter rapidement les déchets présents à l'intérieur et à l'extérieur, de procéder au dégazage de des deux cuves à fioul domestique et de la cuve à fioul lourd et de mettre en sécurité la cheminée située côté route départementale 96 bis ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er}

La SELARL Etude Gangloff et Nardi, mandataire judiciaire de la Sarl Cristallerie d'Hartzviller à Hartzviller, dont le siège social est situé 35, rue du Général de Gaulle – 57050 Le Ban-Saint-Martin, est mise en demeure de respecter dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions des articles 1^{er}, 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2007 précité lui imposant des travaux de mise en sécurité du site.

Article 2 :

En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 :

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune où est implantée l'entreprise ainsi qu'au Sous-Préfet de l'arrondissement concerné.

Metz, le 24 octobre 2008

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : Jean-Francis TREFFEL.

